

Registre des intérêts – Déclaration

Noms : Urfer Prénoms : Jean-Marie

Groupe/parti : Le Mont citoyen

- a) Activités professionnelles **(fonction et entreprise)* :
Maître de Gymnase, Canton de Vaud
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune **(conseil d'administration, fondation)* :
- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse **(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière)* :
Membre de Provélo, ATE, PublicEye, Artisans de la transition
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :
Président des Jardins du Mont, entraîneur FC Le Mont
- g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune :
Appartement 4,5 pièces, rue du Champ-du-Bois 16 (parcelle 3498), appartement 2,5 pièces, ch du Rionzi 35, atelier ch. du Rionzi 37 (parcelle 3503)
- h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :
Banque Raiffeisen du Gros de Vaud une part sociale CHF 200.-

Par sa signature, le/la Conseillerère communale reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 11 avril 2024

Signature :



**Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.*

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...